

Guerre en Ukraine : l'ambassadeur de Chine convoqué au Quai d'Orsay après ses propos niant la souveraineté des ex-pays soviétiques



Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 24 avril 2023

Source [Valeurs actuelles] : Lundi 24 avril, l'ambassadeur de Chine en France a reçu une convocation au ministère des Affaires étrangères après avoir, vendredi dernier, remis en cause le statut d'États souverains des ex-pays membres de l'URSS.

Des déclarations qui ont déclenché un tollé international. Lundi 24 avril, l'ambassadeur de Chine en France a reçu une convocation au ministère des Affaires étrangères après avoir, vendredi dernier, remis en cause le statut d'États souverains des ex-pays membres de l'URSS, rapporte [Le Figaro](#). Dans un entretien sur LCI, vendredi 21 avril, Lu Shaye, ambassadeur de Chine en France, a estimé que « *les pays de l'ex-Union soviétique n'ont pas le statut effectif dans le droit international parce qu'il n'y a pas d'accord international pour concrétiser leur statut de pays souverain* », niant ainsi le statut d'États souverains de pays comme la Lituanie, l'Estonie ou la Lettonie. Relancé sur le statut de la Crimée, annexée par la Russie et toujours revendiquée par l'Ukraine, Lu Shaye a semblé mal à l'aise, expliquant : « *Ça dépend comment on perçoit ce problème. La Crimée était tout d'abord à la Russie. C'est Khrouchtchev qui a offert la Crimée à l'Ukraine à l'époque de l'Union soviétique* ». Et de balayer le sujet : « *Il ne faut pas chicaner sur ce genre de problème. Le plus important est de réaliser le cessez-le-feu* ».

Des propos qui suscitent une levée de boucliers internationale

Des propos qui ont immédiatement fait réagir dans les pays concernés par cette déclaration, comme les pays baltes. Ce lundi, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ont annoncé la convocation des ambassadeurs chinois dans leurs capitales respectives. « *Les trois États baltes vont convoquer dans la journée* » les émissaires chinois « *pour demander une clarification, savoir si la position de la Chine a changé concernant l'indépendance, et leur rappeler que nous ne sommes pas des pays post-soviétiques, mais des pays ayant été illégalement occupés par l'Union soviétique* », a déclaré le chef de la diplomatie lituanienne, Gabrielius Landsbergis, en marge d'une réunion des ministres européens des Affaires étrangères.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)